

**Centres de l' OCDE****Allemagne**

Berlin (49-30) 288 8353

**Japon**

Tokyo (81-3) 5532-0021

**Mexique**

Mexico (52-55) 5281 3810

**Etats-Unis**

Washington (1-202) 785 6323

ALLEMAGNE · AUSTRALIE · AUTRICHE · BELGIQUE · CANADA · CORÉE · DANEMARK · ESPAGNE · ETATS-UNIS · FINLANDE  
FRANCE · GRECE · HONGRIE · IRLANDE · ISLANDE · ITALIE · JAPON · LUXEMBOURG · MEXIQUE · NORVEGE  
NOUVELLE-ZELANDE · PAYS-BAS · POLOGNE · PORTUGAL · REPUBLIQUE SLOVAQUE · REPUBLIQUE TCHEQUE · ROYAUME-UNI · SUEDE · SUISSE · TURQUIE

PAC/COM/NEWS(2006)17

Paris, le 28 juin 2006

**Bond de 27 % de l'IDE à destination des pays de l'OCDE en 2005**

D'après les dernières estimations de l'OCDE, l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays de l'OCDE a connu un bond de 27 % en 2005 pour atteindre 622 milliards USD, contre 491 milliards USD en 2004 et 465 milliards USD en 2003. Il s'agit des plus fortes entrées depuis 2001 et les perspectives à court terme de l'IDE restent bien orientées, puisque les économies de l'OCDE devraient conserver leur dynamisme pendant le reste de l'année 2006.

D'après un nouveau rapport de l'OCDE intitulé *Trends and Recent Developments in Foreign Direct Investment*, c'est le Royaume-Uni qui aura été le premier bénéficiaire mondial d'entrées d'IDE en 2005, attirant 165 milliards USD d'IDE en provenance des pays de l'OCDE. Il s'agit là des plus fortes entrées d'investissement direct jamais enregistrées par le Royaume-Uni et elles représentent le triple des 56 milliards USD reçus en 2004.

Le gonflement des entrées d'IDE au Royaume-Uni s'explique en partie par la restructuration d'entreprises multinationales comme Royal Dutch Shell, mais aussi par plusieurs grandes opérations transnationales de fusions ou acquisitions, comme le rachat de Peninsular & Oriental Steam Navigation Company par Dubai Ports World des Émirats arabes unis, pour un montant de 8.2 milliards USD.

(En dehors des investissements entièrement nouveaux et des opérations de fusion ou acquisition, l'IDE comprend les réinvestissements de bénéfices, les prêts et opérations en capital effectués à l'échelle internationale entre entreprises liées. En 2005, les fluctuations de change n'ont guère eu d'impact sur la comptabilisation de l'IDE, puisque les cours de change du dollar des États-Unis, de la livre sterling et de l'euro n'ont que peu varié par rapport à 2004.)

Dans certains pays, des préoccupations se sont exprimées pour la sécurité et d'autres intérêts stratégiques alors que de nouveaux acteurs de premier plan investissent désormais à l'étranger, ce qui a amené un certain nombre de pays de l'OCDE et non membres à revoir leur réglementation en matière d'IDE. Dans certains cas, les pouvoirs publics ont cherché à décourager des rachats d'entreprises par des intérêts étrangers, ce qui a suscité des accusations de protectionnisme.

Tout le problème pour les pouvoirs publics consiste à trouver des moyens de préserver les intérêts nationaux essentiels tout en maintenant la transparence et le caractère non discriminatoire de leur régime d'investissement. Au niveau national, les pays qui ont durci leur réglementation ou qui apparaissent moins ouverts à l'investissement étranger ont pu rebuter des investisseurs potentiels et se priver par là-même d'opportunités d'investissement. Au niveau mondial, cette évolution pourrait par là-même avoir des répercussions plus importantes sur l'investissement et la croissance économique.

JT03211554

**OCDE Relations avec les médias**

**Demandes générales** : Tél. (33) 1 45 24 97 00 - Fax. (33) 1 45 24 80 03/94 37 · **Recherche & documentation** : Tél. (33) 1 45 24 80 88/80 89  
**www.oecd.org/media** · **Adresse électronique** : [news.contact@oecd.org](mailto:news.contact@oecd.org)

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France Tél. (33) 1 45 24 82 00 - Fax. (33) 1 45 24 85 00  
[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

C'est la France qui aura été l'investisseur le plus actif à l'étranger en 2005, avec des flux agrégés qui ont atteint au total 116 milliards USD. Ce résultat est en grande partie lié à quelques très grosses opérations de rachat d'entreprises étrangères par des sociétés domiciliées en France, le montant total des quatre plus importantes de ces transactions étant évalué à 48 milliards USD.

En dehors de la zone de l'OCDE, la Chine a continué de battre des records. En 2005, les entrées totales d'IDE dans ce pays ont atteint 72 milliards USD – soit un niveau jamais enregistré par le pays et qui n'a été dépassé dans le monde que par le Royaume-Uni et les États-Unis. Les sorties de capitaux d'investissement de Chine augmentent elles aussi. Selon les statistiques officielles chinoises, ces sorties ont été estimées pour 2005 à près de 7 milliards USD. Les investisseurs chinois à l'étranger semblent avoir diversifié leurs centres d'intérêt : alors qu'auparavant, ils se portaient sur les ressources naturelles et les matières premières, ils investissent désormais également dans toute une série de secteurs de haute technologie.

Le rapport cité précédemment est disponible sur le site web de l'OCDE à l'adresse <http://www.oecd.org/dataoecd/54/58/37010986.pdf> et il sera repris sous forme de chapitre dans la publication annuelle de l'OCDE *Perspectives de l'investissement international* qui doit paraître en septembre 2006.

Pour plus de précisions, les journalistes sont invités à contacter Hans Christiansen, Économiste principal auprès de la Division de l'investissement de l'OCDE, division qui assure le secrétariat du Comité de l'investissement de l'OCDE (tél. + 33 1 45 24 88 17).